

Cette semaine...  
Négociation de l'accord  
"Droit Syndical"



## LE 20 AVRIL, TOUS ENSEMBLE DANS L'ACTION !

Les syndicats CFDT, CGT, FSU, Solidaires et UNSA appellent l'ensemble des salariés, tous secteurs confondus

- ▶ à apporter leur soutien aux revendications des syndicats dans les entreprises ;
- ▶ à dénoncer les effets locaux de la politique gouvernementale de destruction de la fonction publique ;
- ▶ à participer aux actions organisées localement.

### Annecy... Rassemblement/manif – 17h – Préfecture

Ce 20 avril doit être dans le prolongement du 23 mars, un nouveau temps fort de rassemblements, de manifestations, de grève, où seront réaffirmées nos exigences en matière d'emplois, de salaires, de retraite.

**APRÈS LA MOBILISATION MASSIVE DU 23 MARS,  
AMPLIFIONS LE RAPPORT DE FORCES !**

## RETRAITE... Ficelée en 3 mois ?



Si on ne prend pas le temps d'une indispensable mise à plat du système, les effets de la réforme seront injustes et creuseront les inégalités.

Les rencontres de lundi dernier entre le ministre du Travail et de la Fonction publique et les partenaires sociaux marquent le début du rendez-vous sur les retraites voulu par le président de la République. Le Conseil d'orientation des retraites a remis au Premier ministre les projections actualisées des déficits des régimes de retraite intégrant les effets de la crise.

Dans l'agenda proposé, le projet de loi devrait être bouclé avant la mi-juillet pour être soumis au Parlement début septembre. En définitive, tout serait ficelé en moins de trois mois ! La forme est révélatrice des décisions de fond qui se préparent. De toute évidence, le gouvernement nous promet une réforme qui consistera essentiellement à durcir les paramètres d'accès à la retraite.

La CFDT n'acceptera pas de faire l'impasse sur les questions essentielles que sont les inégalités du système, la clarification des financements, la lisibilité et la cohérence des régimes, en particulier pour les jeunes générations. Sans cette mise à plat indispensable, que le gouvernement nous refuse implicitement, les effets de la réforme seront injustes et creuseront les inégalités que nous sommes bien seuls à dénoncer.

De la même manière, la CFDT exigera que le bouclier fiscal, injuste et inefficace, n'exonère pas les plus aisés d'une contribution significative en cette période de crise si dure pour les plus modestes. Le message quasi subliminal distillé par l'Élysée sur une "contribution spécifique" touchant une certaine "catégorie de population" ne nous trompe évidemment pas tant il est flou et manœuvrier.